



Réformer, c'est possible

Économie Réputée irréformable, la France a pourtant considérablement bougé. Les circonstances sont favorables à une poursuite du mouvement.

Totalement révolutionnaire. C'est ainsi que Christine Lagarde qualifie le nouveau gouvernement de François Fillon. Certes, le terme est excessif mais significatif. Les Français ne croyant guère aux réformes, on leur promet une révolution. La mutation impossible, la réforme improbable, les essais sont légion sur cette inaptitude prétendue à faire bouger la France et ses grandes entreprises publiques autrement que par des ruptures brutales. Il faudrait des affrontements parfois violents et le changement n'interviendrait qu'en conclusion de drames nationaux ou de psychodrames : 1945, 1958, 1968 et, dans une certaine mesure, 1981 qui marquait, paraît-il, le passage « de l'ombre à la lumière ».

Un inspecteur des finances, Pierre-François Gouiffès, dresse ainsi un tableau de sept réformes majeures ayant échoué depuis les années 1980 (*Réformes, mission impossible?*, La Documentation française), de la réforme Savary pour l'enseignement privé au

jours moins bien noté que l'Allemagne par ses créanciers. Ceux-ci ont en tête nos cortèges et nos casseurs et leur préfèrent la cogestion et la culture du dialogue social propres aux pays du Nord. Combien de missions parlementaires françaises se sont précipitées au Danemark, en Suède ou aux Pays-Bas pour étudier ces "modèles", véritables martingales de la paix sociale? Quant aux Anglais, tout le monde semble oublier qu'ils ont décapité leur monarchie bien avant nous et ne retiennent que leur aptitude aux sacrifices, légendaire depuis le blitz... Les images de leurs étudiants protestant violemment contre le triplement des droits d'inscription à l'université n'ont guère ému l'opinion internationale.

Pourtant, le nouveau gouvernement Fillon arrive dans un contexte où la réforme a le vent en poupe. Le conflit sur les retraites s'est terminé à son avantage : le Conseil constitutionnel a approuvé la loi, le président de la République l'a promulguée dans la foulée. Les syndicats, qui s'apprentent à négocier avec le patronat la reconduction des régimes complémentaires Agirc Arrco, ont intégré les nouveaux paramètres, 62 et 67 ans, dans leurs demandes. Tout le monde, une fois accompli le rituel des manifestations, tient la réforme pour acquise. Dans le même temps, le Parlement s'appête à adopter la réforme territoriale. Le pays serait-il en train de changer?

Le *think tank* Thomas-More établit un baromètre des réformes promises et réalisées par Nicolas Sarkozy depuis 2007. Sa septième édition donne une note globale médiocre de 9,5 sur 20. Néanmoins, l'Institut ne recense pas moins de 1 288 mesures couvrant 22 domaines, chacun faisant l'objet d'une note. Sur ces projets, 430 seraient réalisés et 338 seraient en cours. La commission Attali pour la libération de la croissance française estime de son côté que, sur ses 300 premières propositions, un tiers auraient été entièrement mises en œuvre et un tiers partiellement. Qui a dit que la France était irréformable?

Sur la liste des projets avortés dressée par Pierre-François Gouiffès, un cer-

tain nombre a fini par être mené à bien. Alain Juppé, de retour au gouvernement, se sera certainement réjoui de voir que, finalement, la réforme des régimes spéciaux a été adoptée en 2008 malgré les manifestations et les grèves. Que grâce aux paralysies de 1995, la loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public a mis en place une procédure qui, sans limiter le droit de grève dans les transports, en a réduit considérablement les nuisances, comme on a pu le voir ces dernières semaines. Et qu'enfin la SNCF, sous la pression de la concurrence nationale et européenne et grâce à la séparation de la gestion des infrastructures attribuée au Réseau ferré de France qui l'a déchargée d'une partie de sa dette, est en train de devenir une entreprise comme les autres, comme le voulait le contrat de plan rejeté en 1995.

Des bastions syndicaux deviennent de vraies entreprises

Les entreprises publiques sont d'ailleurs un modèle de ce changement par la réforme : 5,53 % de grévistes à La Poste autrefois bastion de la contestation syndicale. Elle est devenue depuis le 1^{er} mars dernier, malgré le facteur Besancenot, une société anonyme avec la moitié de son personnel désormais sous contrat privé. Autre service public radicalement transformé et dont la tentative de réforme avait valu au ministre des Finances Christian Sautter la fin de sa carrière politique nationale, les Finances : la fusion qu'il avait tenté de réaliser entre la DGI, qui calcule l'impôt, et la comptabilité publique qui le perçoit a été réalisée au sein d'une Direction générale des finances publiques en avril 2008. D'autre part, l'informatisation et la télédéclaration ont profondément modifié les relations entre les contribuables et l'administration.

Et si, plutôt que d'être irréformable, la France avait besoin de temps pour accomplir ses réformes? Un peu comme si, pour réussir un changement, il fallait d'abord commencer par échouer car le temps politique ne se prête guère à des actions de fond et des explications prolongées. Ainsi, les premiers gouvernements Fillon n'auraient fait que récolter les fruits d'un travail de lente maturation entrepris dans de multiples domaines depuis plus de vingt ans.

C'est en puisant dans les échecs passés que l'on peut faire aboutir rapidement les projets.

CPE, le contrat de première embauche voulu par Dominique de Villepin, en passant par la réforme des régimes spéciaux et le contrat de plan pour la SNCF tentés par Alain Juppé : sept projets retirés sous la pression de la rue.

Cette idée, largement partagée par l'étranger, vaut à notre pays d'être tou-



François BAROIN

WITTSIPA

Pour les retraites, le livre blanc de Michel Rocard date de 1991, la première réforme a été entreprise par Édouard Balladur en 1993 et le Conseil d'orientation des retraites, où des vérités peuvent être librement énoncées sans passer pour des provocations du "grand capital", créé en 2000.

Pierre-François Gouiffès le relève dans son essai sur les réformes ratées : « Les échecs les plus retentissants ont toujours lieu lorsque l'exécutif est dans un temps très contraint par la prochaine échéance électorale nationale : il dispose en général de moins de deux ans. » Comment François Fillon peut-il échapper à cette malédiction de la réforme avortée dans la dernière ligne droite qui précède la grande élection présidentielle et les législatives ? En puisant dans le vivier très riche des échecs passés qui ont pu provoquer une maturation suffisante pour que le projet puisse enfin aboutir.

C'est par exemple le cas de la réforme fiscale. Jacques Chirac avait fait une première tentative pour supprimer l'impôt sur les grandes fortunes en

1986. La solution bâtarde du bouclier fiscal ne donne satisfaction à personne. Un quart de siècle plus tard, les esprits sont mûrs pour une réforme globale des impôts sur le capital, de la taxe foncière aux successions en passant par l'ISF. Même François Hollande en conviendrait.

C'est en 1991 que Michel Rocard avait instauré la CSG, impôt proportionnel retenu à la source frappant tous les revenus. Vingt ans après, les esprits sont peut-être mûrs pour une fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu. Jean-François Copé, lorsqu'il était ministre du Budget, avait tenté de plafonner les niches fiscales. Trop compliqué, lui avait rétorqué le Conseil constitutionnel. Cinq ans après, le nouveau chef de l'UMP ne verrait sûrement pas d'un mauvais œil une simplification des niches après le coup de rabot. Quant à la TVA sociale, là encore les tentatives et les études sont suffisamment anciennes pour que l'on puisse avancer sans trop tarder.

S'il est un domaine où, depuis trente ans, la réflexion a été abondante, c'est

Reconduits dans leurs fonctions, Christine Lagarde et François Baroin vont pouvoir continuer leur croisade contre les déficits.

celui de l'équilibre des dépenses publiques. Cela passe naturellement par la réforme fiscale, mais aussi par la réduction des dépenses. Comme le rappelle l'ancien premier ministre Édouard Balladur (*le Figaro* du 27 août), « souvent ceux qui préconisent la hausse des impôts redoutent que la diminution des dépenses publiques ne rende obligatoire la réforme du système économique et social français qu'ils souhaitent sacraliser ». Et l'auteur du *Dictionnaire de la réforme* de préconiser « le relèvement de la durée du temps de travail et la rationalisation des aides sociales ».

Il y a sûrement là des idées à puiser pour permettre à François Fillon d'atteindre les objectifs qu'il s'est fixés sur l'emploi et sur les jeunes. Ce serait certes une révolution, mais tranquille, à l'instar de cet autre modèle que nous envions, le Canada. DAVID VICTOROFF